



# SYNTHÈSE DE L'ATELIER

## Maladies animales transfrontalières et accès aux marchés : l'avenir du secteur du bœuf en Afrique australe

[www.steps-centre.org/ourresearch/vetscience.html](http://www.steps-centre.org/ourresearch/vetscience.html)

Coopération, innovation et diversification sont les clés du succès futur du secteur de la viande rouge en Afrique australe. Tel est le message ayant émergé à l'issue de l'atelier « Maladies animales transfrontalières et accès aux marchés : l'avenir du secteur du bœuf en Afrique australe », qui s'est tenu à Pretoria, Afrique du sud, les 7 et 8 avril 2008. L'atelier était organisé par l'Institute for Development Studies de l'Université du Sussex (IDS), avec le concours du Wellcome Trust et du ministère britannique du Développement international (DFID). Il constituait le point d'orgue d'un projet visant à explorer les différentes modalités devant permettre de lutter contre l'impact de la situation de fièvre aphteuse endémique sur l'accès aux marchés de la viande rouge produite dans les quatre pays de la région SADC (Botswana, Namibie, Afrique du sud et Zimbabwe). Cet atelier rassemblait un large éventail de délégués représentant la Commission européenne, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI), les commissions économiques régionales pour l'Afrique orientale et australe (COMESA et SADC), l'organisation AHEAD (Animal Health for the Environment and Development), les services vétérinaires nationaux des quatre pays prenant part au projet, ainsi que le Swaziland et le Royaume-Uni, le secteur du commerce de viande en gros, diverses ONG et des organisations de producteurs.

### Présentations de l'atelier

Un certain nombre de présentations ont servi d'introductions à des discussions intensives et animées.

- Le discours d'ouverture du Dr Babagana Ahmadu, directeur du département Économie rurale et agriculture de la Commission de l'Union africaine, a été prononcé par M. Martin Bwalya (NEPAD), demandant notamment en quoi l'Afrique bénéficie de la révolution actuellement à l'œuvre dans le secteur de l'élevage de bétail. Le discours de bienvenue du Dr Emily Mogajane, directeur adjoint pour l'agriculture, Afrique du sud, a pour sa part insisté sur les contraintes que faisaient peser la maladie et d'autres facteurs sur la production et la commercialisation du bétail.
- D'autres présentations ont mis l'accent sur les défis posés par la fièvre aphteuse dans la région, sur les options envisageables en matière de contrôle de la maladie, sur l'évolution des normes commerciales internationales (dans les domaines publics comme privés) et sur les implications de la fin des accords commerciaux préférentiels entre l'UE et l'Afrique australe.
- Des documents préparés par les chercheurs du projet ont proposé un bilan de la situation de fièvre aphteuse et du secteur de la viande rouge pour chacun des quatre pays concernés, s'intéressant d'abord aux cas de la Namibie et du Botswana, tous deux exportateurs de viande bovine vers l'UE, puis à la situation prévalant en Afrique du sud,

importateur net en dépit de son potentiel d'exportation, et enfin au Zimbabwe, qui a perdu son marché d'exportation historique.

### Problématiques récurrentes

Toutes les présentations ont insisté sur l'évolution des contextes entourant le contrôle des maladies et l'accès aux marchés. Un certain nombre de facteurs ont ainsi été mentionnés de façon répétée:

- Défis politiques liés à l'exploitation des terres coloniales : concernant particulièrement la demande en terres et marchés émanant des groupes ayant historiquement été marginalisés.
- Marchés et accords commerciaux : en particulier les défis qui s'annoncent suite à la fin prochaine des accords d'accès préférentiels, le développement de la concurrence de l'Amérique latine, les opportunités créées par la demande en viande rouge croissante émanant de l'Afrique urbaine et de l'Asie.
- Normes publiques et privées : un domaine compliqué et à l'évolution rapide.
- Mutations de la structure du secteur de l'élevage bovin : suite en particulier à la libéralisation et à la croissance des acteurs du secteur privé.
- Épidémiologie et écologie : en particulier l'évolution de la dynamique des maladies compte tenu de la rapidité de mutation des systèmes de production et d'exploitation foncière.
- Technologie : potentiels des nouveaux vaccins et problèmes liés aux vaccins existants.
- Capacité des services vétérinaires : suite

notamment aux réformes économiques et au déclin des aides publiques.

Un consensus a été établi sur le fait que de telles évolutions appellent nécessairement une refonte des approches dans ces domaines. Des voies se sont élevées pour remettre en cause le maintien du statu quo, selon lequel la définition de zones indemnes de maladies est associée à des exportations vers un nombre de marchés limité. Si le secteur de la viande rouge d'Afrique australe veut répondre au nouveau contexte, il lui faut s'adapter et diversifier ses options. Cela implique d'élargir ses horizons, ceci tant du point de vue des approches que du contrôle des maladies que de celui des stratégies d'accès aux marchés. Fort heureusement, l'atelier a également été l'occasion d'annoncer certaines bonnes nouvelles. De nouvelles options existent bel et bien et sont en cours d'exploration active. Aucune solution unique n'a pu être identifiée comme étant idéalement adaptée à l'ensemble des situations prévalant en Afrique australe. Le défi consiste par conséquent à combiner les options de façon à répondre aux besoins stratégiques et à dépasser le statu quo.

Le commerce organisé par types de marchandises (ou CBT, abréviation de commodity-based trade) a ainsi été présenté comme l'une des options offrant un potentiel intéressant. Les autres options abordées ont inclus l'approche par zones géographiques, (avec ou sans vaccination), le compartimentage, ainsi

que la gestion des maladies endémiques.

## Commerce par types de marchandises (CBT)

Dans le cadre d'une session informelle, les délégués ont pu visionner un DVD qui examinait le concept de CBT, défini comme « le commerce de produits clairement définis, provenant d'animaux sains et offrant un niveau de protection adéquat ». Cette séance a été suivie d'une discussion avec un panel composé de représentants de la CE, de l'OIE et du DEFRA (ministère britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales), qui ont proposé les pistes suivantes à leur audience pour faire progresser l'acceptation d'une telle approche :

- Le DFID, le DEFRA et l'OIE ont élaboré une proposition de projet visant à aider les pays africains à se conformer aux normes sanitaires de l'OIE afin de pouvoir participer au commerce international des marchandises animales.
- L'OIE a adopté une approche positive vis-à-vis du CBT et un groupe de travail se réunira au mois de juillet pour réfléchir aux modalités d'intégration des directives de l'OIE.
- La CE a assuré que les normes édictées poursuivaient des objectifs de facilitation des échanges et non de discrimination, ajoutant qu'une assistance est à la disposition des pays qui souhaitent se conformer aux normes de la CE.

## Défis à venir

Un certain nombre de défis à venir ont été identifiés au cours de l'atelier :

- Il est nécessaire d'améliorer les conditions de vie rurales et d'alléger la pauvreté par l'intégration des producteurs de bétail pauvres au sein du secteur commercial de la viande rouge. On constate la persistance de la marginalisation des producteurs de bétail vivant dans des zones de contrôle de la fièvre aphteuse. Les orientations commerciales décidées auront un impact crucial pour ces producteurs et sur la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. Les coûts liés au maintien du statu quo, par le maintien de zones indemnes de maladies, sont élevés et augmentent encore, du fait de demandes

toujours croissantes pour des normes de qualité de plus en plus exigeantes. Les options alternatives qui garantissent la sécurité des échanges commerciaux (tels le CBT et le compartimentage) ne sont pas encore bien élaborées et des inquiétudes (souvent infondées) subsistent à leur égard.

- La mise en conformité aux normes commerciales internationales (normes SPS) est entravée par l'incapacité à fournir des assurances crédibles, du fait de capacités inadéquates des services vétérinaires et d'une réglementation inadéquate sur la sécurité sanitaire des aliments dans certains pays.
- Le manque d'atouts concurrentiels, dans un marché mondial pourtant en pleine croissance, s'explique par le faible volume de produits (niveaux de production faibles et effets saisonniers), ainsi que par un manque d'efficacité dans les techniques marketing (politique de marque, identification de niches, informations sur les marchés, veille concurrentielle, etc.).
- Les capacités de négociation restent médiocres au sein des forums de définition des normes et des nouveaux marchés, notamment en raison d'un manque de coordination régionale et continentale.
- La planification et la mise en oeuvre des politiques sont souvent mal coordonnées dans les secteurs de l'élevage de bétail et de la gestion des espèces sauvages. Les conflits entre production de bétail et gestion d'espèces sauvage ont de fortes chances d'être exacerbées par les zones de conservation transfrontalières.

## Exploration des problématiques

Compte tenu de tels défis, les groupes de travail ont exploré les problématiques suivantes :

- Accès à l'UE et aux autres marchés émergents d'Afrique et d'Asie.
- Réglementation des échanges en fonction de la marchandise (CBT), une approche alternative pouvant permettre d'assurer la sécurité des échanges commerciaux.
- Combinaison des options de contrôle des maladies afin d'élargir l'accès aux marchés.
- Rôle des espèces sauvages dans l'équation de la production de bétail.

- Amélioration de l'accès des petits producteurs aux marchés.

## Principales recommandations

Les principales recommandations formulées par les groupes de travail ont été les suivantes :

- Utiliser la palette la plus large possible d'options de production, d'accès aux marchés et de contrôle des maladies, afin d'assurer un secteur bovin flexible, équitable et solide.
- Le choix des options doit faire l'objet d'études de faisabilité, d'évaluations des risques et d'analyses coûts/bénéfices, et prendre en compte les leçons tirées des projets pilote.
- La réglementation des échanges en fonction de la marchandise (CBT) et le compartimentage, ainsi que la définition de zones indemnes de maladies (ceci passant par des mesures de vaccination) doivent être étudiés dans le cadre de projets pilote.
- Une approche marketing plus agressive, tournée vers l'avenir et innovante, apte à promouvoir les aspects positifs de la viande rouge produite en Afrique australe, doit être élaborée. Une approche régionale permettrait d'améliorer substantiellement l'efficacité du secteur.
- Les capacités régionales de négociation et de lobbying, devant permettre de renforcer l'influence dans la définition des normes au sein de l'OIE, de l'OMC, du Codex et des autres organisations concernées, doivent être améliorées.
- La production de bétail, la préservation des espèces sauvages et les pratiques d'exploitation durables, doivent être considérées comme des activités complémentaires et non concurrentes, à mettre en oeuvre dans le cadre de politiques et d'une planification intégrées.

Chacune de ces recommandations prévaut pour l'ensemble des autorités nationales, des regroupements économiques régionaux tels que la SADC et le COMESA, ainsi que des programmes panafricains coordonnés par l'Union africaine et le NEPAD. Il a été convenu que les conclusions de l'atelier seraient communiquées à l'ensemble des organisations concernées.

### Notre recherche

Ce projet a été financé par le programme Livestock for Life du Wellcome Trust et le DFID (ministère britannique du Développement international), et coordonné par l'Institute of Development Studies (Royaume-Uni).



### Contactez nous

STEPS Centre,  
Institute of Development Studies,  
University of Sussex,  
Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni  
T: +44 (0)1273 606261  
F: +44 (0)1273 621202  
E: steps-centre@ids.ac.uk  
W: www.steps-centre.org

### Pour approfondir

Vous pouvez télécharger les articles et briefings de la série « Veterinary Science, Transboundary Animal Disease and Market Access: the case of foot-and-mouth disease in southern Africa » : [www.steps-centre.org/ourresearch/vetscience.html](http://www.steps-centre.org/ourresearch/vetscience.html)